



REPUBLIQUE FRANCAISE  
Département de l'Isère  
**COMMUNE DE SAINT LAURENT DU PONT**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE**

**ARRETE N° 2025 / 233**

**ARRETE TEMPORAIRE DE POLICE PORTANT REGLEMENTATION DE LA  
CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**AVENUE JEAN JAURES**

Le Maire de Saint Laurent du Pont,

- VU** le Code de la route,
- VU** le Code général des collectivités territoriales,
- VU** le Code de la voirie routière,
- VU** la Loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la Loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la Loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,
- VU** la demande de l'entreprise MFR pour le compte de BONJOUR IMMOBILIER, en date du 03 juillet 2025, pour la mise en place d'un échafaudage sur le domaine public, devant le 34 Avenue Jean Jaurès, du 8 septembre 2025 au 26 septembre 2025, pour des travaux de réparation des balcons.

**CONSIDERANT** que pour permettre la mise en place d'un échafaudage devant le 34 Avenue Jean Jaurès,

**CONSIDERANT** que ces travaux de réparation peuvent perturber la circulation piétonne et le stationnement routier, il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement.

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 – AUTORISATION**

L'entreprise MFR est autorisée à mettre en place un échafaudage sur le trottoir devant le 34 Avenue Jean Jaurès, pour permettre la réparation des balcons.

Cette autorisation est valable du 8 septembre 2025 au 26 septembre 2025, pour

**ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS**

Le demandeur doit mettre en place les prescriptions suivantes :

- Mettre en place une déviation piétonne par les passages piétons les plus proche.
- Mettre en place des filets de protection sur l'échafaudage.
- L'échafaudage ne doit pas empêcher l'entrée dans le bâtiment, les bâtiments voisins, et l'accès au coffret électrique.
- Aucun déchet ne doit rester sur place après intervention.

### ARTICLE 3 – SIGNALISATION

La signalisation temporaire doit être conforme au manuel du chef de chantier « voirie urbaine ».

Le bénéficiaire doit assurer la signalétique de jour comme de nuit par tout moyen possible.

La signalisation de chantier est fournie, mise en place, entretenue et déposée, par l'entreprise, sous le contrôle des services de la commune.

### ARTICLE 4 – AFFICHAGE

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur.

### ARTICLE 5 – EXECUTION

Madame le Maire de la commune de Saint Laurent du Pont,  
Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Saint Laurent du Pont,  
Monsieur le policier municipal de Saint Laurent du Pont,  
Le bénéficiaire,  
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### ARTICLE 6 – RECOURS


La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Grenoble- 2 place de Verdun BP 1135 – 38022 Grenoble Cedex, ou par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de 2 mois à compter de sa publication

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'auteur de la décision, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir :

- à compter de la notification de la réponse de l'auteur de la décision,
- 2 mois après le dépôt du recours gracieux en l'absence de réponse de l'auteur de la décision pendant ce délai.

Fait à Saint Laurent du Pont, le 18 juillet 2025,

Le Maire,

  
**Céline BOURSIER**



Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la subdivision départementale de l'équipement ci-dessus désignée.

Acte non soumis à l'obligation de transmission au contrôle de légalité en vertu des dispositions de la loi n°2004/809 du 13 août 2004